

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	7
Introduction générale	13
Frédéric Bouhon	
Emmanuel Slautsky	
Stéphanie Wattier	

Première partie L'organisation des pouvoirs

Absence d'état d'urgence en droit constitutionnel belge	25
Roxane Delforge	
Céline Romainville	
Sébastien Van Droogenbroeck	
Marc Verdussen	
Mise en contexte	25
Section 1. Portée de l'interdiction constitutionnelle des suspensions	31
§ 1. Genèse de l'article 187 de la Constitution	31
§ 2. Notion constitutionnelle de « suspension » et différence avec les restrictions.....	34
A. Identification des suspensions des règles constitutionnelles absolues.....	35
B. Identification des suspensions des règles constitutionnelles relatives	36
§ 3. Validation des suspensions.....	39

TABLE DES MATIÈRES

Section 2. Différence entre « restrictions » et « dérogations » dans le droit de la C.E.D.H.	43
Section 3. Atteinte à la substance d'un droit, critère opérationnel de démarcation entre suspensions et restrictions ?	49
§ 1. Substance des droits et libertés, un concept nécessaire au plan théorique	50
§ 2. Difficultés rencontrées par les juges européens et les juges constitutionnels dans l'application de la notion de substance.....	54
§ 3. Clarifications et interrogations induites de la jurisprudence récente.....	58
Section 4. La crise du Covid-19 a-t-elle impliqué des suspensions <i>de facto</i> ?	61
§ 1. Une suspension <i>de facto</i> de la légalité en matière pénale ?	62
§ 2. Une suspension <i>de facto</i> de la liberté de religion ?.....	64
§ 3. Une suspension <i>de facto</i> de la liberté d'entreprendre ?.....	67
§ 4. Une suspension <i>de facto</i> de la liberté d'expression artistique et du droit de participer à la vie culturelle ?.....	73
Section 5. Réviser l'article 187 pour un droit constitutionnel plus résilient.....	76
Le fédéralisme belge ne connaît pas la crise : la gestion de la pandémie de Covid-19 à l'épreuve de la répartition des compétences.....	83
Mathias El Berhoumi	
Sébastien Van Drooghenbroeck	
Laurie Losseau	
Section 1. De l'orthodoxie.....	86
§ 1. Méta-principes	86
§ 2. La lutte contre les pandémies n'est pas une compétence en soi.....	88

TABLE DES MATIÈRES

Section 2. ... à l'hétérodoxie	99
§ 1. Le caractère tentaculaire des compétences du niveau fédéral au titre de la préservation de l'ordre public et la régionalisation « de fait » de certaines mesures d'ordre public	100
A. L'usage, par l'autorité fédérale, de ses compétences en matière de maintien de l'ordre public	100
B. La régionalisation <i>de facto</i> de certains aspects du maintien de l'ordre.....	107
§ 2. La santé en pièces et morceaux : quelques <i>case studies</i> significatifs	108
A. La quarantaine obligatoire.....	108
B. La “saga” de l'accord de coopération sur les banques de données conjointes	114
C. La campagne de vaccination	117
Section 3. Pistes de solution : vers un droit public de l'urgence ?	123
§ 1. À textes constants, un peu d'huile dans les principes	125
A. Le recours aux compétences implicites.....	125
B. La théorie du « double aspect ».....	128
§ 2. Repenser le partage des compétences ?	129
A. Défédéraliser ?	130
B. Refédéraliser ?.....	132
C. Des compétences concurrentes « de crise » ?	133
Relations entre l'autorité fédérale et les entités fédérées dans la gestion de la crise sanitaire	141
Lucien Rigaux Marc Uyttendaele	
Introduction	141
Section 1. Sur papier : la collaboration entre l'autorité fédérale et les entités fédérées	142
§ 1. Répartition des compétences et compétences exclusives.....	142
§ 2. Outils de coordination et de collaboration	145

TABLE DES MATIÈRES

Section 2. En pratique : la collaboration entre l'autorité fédérale et les entités fédérées.....	149
§ 1. Gestion de la crise sanitaire.....	150
A. Avant le déclenchement de la phase de crise : la cacophonie institutionnelle et l'émergence du Conseil national de sécurité.....	150
B. De la première vague à la deuxième vague : des décisions uniformes et une prédominance du Fédéral exprimée au C.N.S.....	152
1. Processus préparatoire : essentiellement fédéral, mais ouvert aux entités fédérées.....	153
2. Processus décisionnel : le Comité de concertation dans l'ombre du Conseil national de sécurité	156
C. À partir de la seconde vague : le retour du Comité de concertation et des dissonances institutionnelles.....	160
§ 2. Gestion du traçage et du dépistage : une collaboration par accord de coopération.....	168
Conclusion	174

(In)compétences des parlements belges en période de confinement et de distanciation sociale : pouvoirs spéciaux et mesures urgentes pour lutter contre le Covid-19. Du principe de légalité... au principe de l'arrêté : enayer le basculement	179
---	------------

Anne-Emmanuelle Bourgaux

Thibault Gaudin

Introduction. Le règne de l'arrêté	180
Section 1. Le règne de l'arrêté royal et de gouvernement : les pouvoirs spéciaux.....	180
§ 1. Pouvoirs spéciaux : bref rappel des principes.....	181
§ 2. Un recours (quasi) général aux pouvoirs spéciaux	183
§ 3. De vastes habilitations.....	187
§ 4. Une double inquiétude constitutionnelle : trop tirer rompt la corde.....	190

TABLE DES MATIÈRES

**Section 2. Le règne de l'arrêté ministériel :
les mesures urgentes pour lutter contre le Covid-19** 198

 § 1. Approche constitutionnelle : la Constitution
 et les pouvoirs de police de l'exécutif 199

 § 2. Approche qualitative : la Constitution
 et les mesures urgentes Covid-19 203

 § 3. Approche quantitative : la Constitution
 et la politique d'urgence en matière de Covid-19 215

Conclusions. Enrayer le basculement 221

**Fonctionnement des parlements belges
en période de confinement
et de distanciation sociale** 225

Andy Jousten

Christian Behrendt

Introduction 225

**Section 1. Aménagement du présentiel en vue
de l'adoption des premières mesures de crise** 228

**Section 2. Ralentissement ponctuel et temporaire
des activités parlementaires** 229

**Section 3. Relance des activités parlementaires
à l'aide de modes de fonctionnement virtuels** 233

 § 1. Des divergences dans la formalisation
 de l'utilisation de procédures virtuelles 234

 § 2. Des conditions similaires pour l'application
 de procédures virtuelles 237

 § 3. Des tendances communes quant à l'étendue
 du recours à des procédures virtuelles 240

 § 4. Des difficultés semblables quant à certaines modalités
 de participation à distance 244

**Section 4. Un aller-retour ponctuel entre du présentiel
aménagé et des modes de fonctionnement virtuels
en fonction de l'état de la crise** 251

Conclusion 255

TABLE DES MATIÈRES

**Wilmès II par-delà les apparences : réflexions
sur la notion de « gouvernement minoritaire »....** 257

Toon Moonen
Julian Clarenne

Section 1. Gouvernement minoritaire : cadre conceptuel.....	258
§ 1. Gouvernement juridiquement minoritaire.....	259
§ 2. Gouvernement politiquement minoritaire	266
Section 2. De Michel II à De Croo : statut et conséquences	273
Section 3. Questions choisies autour du gouvernement Wilmès II.....	275
§ 1. Attribution des pouvoirs spéciaux	275
§ 2. Institution du « kern élargi »	279
Conclusion	283

**La justice civile face à la crise du Covid-19 :
quelles leçons en retenir ?.....** 285

Arnaud Hoc
Dominique Mougenot
Jean-François van Drooghenbroeck

Introduction	285
Section 1. Chronologie générale.....	287
Section 2. Examen des principales mesures prises.....	290
§ 1. Introduction des causes et mise en état	290
A. Mesures	290
B. Principaux enseignements	291
§ 2. Prolongation des délais.....	295
A. Mesures prises	295
B. Principaux enseignements	296
§ 3. Procédure écrite.....	296
A. Mesures prises	296
B. Principaux enseignements	301
§ 4. Vidéoconférence.....	303
A. Mesures prises	303
B. Principaux enseignements	305
Conclusion	308

TABLE DES MATIÈRES

**Covid-19, Cour constitutionnelle
et Conseil d'État : rien de grave à signaler
mais quelques effets à long terme.....** 311

Bruno Lombaert

François Tulkens

Introduction	311
Section 1. Du côté de la Cour constitutionnelle	312
Section 2. Du côté du Conseil d'État.....	316
§ 1. Quant à la section de législation	316
§ 2. Quant à la section du contentieux administratif.....	321
A. Une réglementation de procédure <i>ad hoc</i>	321
1. À l'origine.....	321
2. Analyse de l'arrêté royal n° 12 du 21 avril 2020 « concernant la prorogation des délais de procédure devant le CE et la procédure écrite »	323
Conclusion	334

**Organisation et fonctionnement
des pouvoirs locaux dans le contexte
de la crise du Covid-19** 343

Marc Nihoul

Introduction	343
Section 1. En Région wallonne.....	347
§ 1. Peur de l'inconnu	347
§ 2. Découverte des TIC.....	353
§ 3. Retour à l'orthodoxie : voie législative	358
Conclusion provisoire	362
Section 2. En région de Bruxelles-Capitale	364
Section 3. En Communauté flamande	372
Section 4. En Communauté germanophone (<i>Ostbelgien</i>).....	375
Conclusion	382

Deuxième partie

Instruments et ressources de l'action publique

Pouvoir de police de l'ordre public et crise sanitaire du coronavirus Covid-19	391
Patrick Goffaux	
Section 1. Fondement juridique des arrêtés du ministre de l'Intérieur	394
§ 1. Trois bases légales dont une principale.....	394
§ 2. Un nécessaire préalable : le pouvoir de police générale du Roi.....	397
§ 3. Article 11 de la loi du 8 août 1992 sur la fonction de police.....	403
§ 4. Article 42 de la loi sur la fonction de police.....	414
§ 5. Article 4 de la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile.....	414
§ 6. Articles 181, 182 et 187 de la loi du 5 mai 2007 sur la sécurité civile.....	415
§ 7. Conclusion.....	417
Section 2. Attribution directe par le législateur d'une compétence exécutive à un ministre	419
Section 3. L'encadrement législatif du pouvoir réglementaire du ministre de l'Intérieur serait-il insuffisamment précis ?	423
Section 4. Que reste-t-il du pouvoir de police de l'ordre public des communes ?	429
Section 5. Sanction de la violation des arrêtés de police générale du ministre de l'Intérieur	433
Post-scriptum	440
§ 1. Arrêts de la cour d'appel de Bruxelles du 7 juin 2021.....	440
§ 2. Loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique.....	445

TABLE DES MATIÈRES

**Émergence du droit FAQultatif ?
Quelques réserves sur l'approche
et la communication législatives
pour limiter la propagation du coronavirus..... 453**

Jogchum Vrielink
Koen Lemmens

Introduction	453
Section 1. Pourquoi cette approche a-t-elle été choisie ?	456
Section 2. Tensions et contradictions entre arrêtés ministériels et communications gouvernementales	458
§ 1. Arrêtés ministériels versus F.A.Q./communications gouvernementales.....	458
A. F.A.Q./communications gouvernementales plus strictes que l'arrêté ministériel	459
B. Arrêté plus strict que la communication gouvernementale/F.A.Q. ..	461
§ 2. Communication gouvernementale/F.A.Q. utilisées comme base juridique	464
Section 3. Analyse des problèmes juridiques et des difficultés concernant l'état de droit de la gestion de la crise	468
Section 4. F.A.Q. principales ou secondaires : des solutions ?.....	475
Conclusion	478

**Rapports entre droit et expertise à l'aune
de la gestion de la crise du Covid-19..... 479**

Norman Vander Putten
Nicolas Bonbled

Section 1. Expertise dans la crise du Covid-19	481
§ 1. Sciensano – Le rapport institutionnalisé régulier à l'expertise médicale	482
§ 2. Ceval, GEES et GEMS comme expertises institutionnalisées <i>ad hoc</i>	485
A. Ceval – l'expertise institutionnalisée de crise	485
B. GEES et GEMS, expertise <i>ad hoc</i> de la crise du Covid-19.....	487
§ 3. Rapports informels à l'expertise.....	489

TABLE DES MATIÈRES

Section 2. Contours d'un cadre légal et jurisprudentiel de l'expertise confronté à la crise du Covid-19	491
§ 1. Exigence de transparence	494
§ 2. Exigence de qualité statistique et de légalité d'usages juridiques d'indicateurs.....	495
§ 3. Contrôle jurisprudentiel de l'obligation de fondement scientifique de mesures restrictives aux droits fondamentaux	500
A. Obligation d' <i>evidence-based policy making</i>	500
B. Rapport de la section du contentieux administratif du Conseil d'État à l'expertise durant la crise du Covid-19	504
C. Rapport des juridictions civiles à l'expertise durant la crise du Covid-19	507
Conclusion : une relativisation positiviste des critiques de l'expertise à l'aune de son régime juridique	512
Prise en compte du risque dans les politiques publiques sanitaires : quel rôle pour le droit public dans une société du risque ?	515
Julien Pieret	
Introduction	515
Section 1. Ce que le droit public fait au risque	518
§ 1. Phase fédérale et analyse des risques par le Centre de crise.....	519
§ 2. Analyse et gestion du risque sanitaire : Sciensano et C.S.S., R.A.G. et R.M.G.	524
A. Sciensano.....	524
B. Conseil supérieur de la santé.....	527
C. <i>Risk Assessment Group</i> (R.A.G.) et <i>Risk Management Group</i> (R.M.G.).....	528
§ 3. Apparition non formalisée d'organismes <i>ad hoc</i>	531

TABLE DES MATIÈRES

**Section 2. Ce que le risque devrait faire (faire)
au droit public..... 533**

- § 1. Le Covid-19 comme prototype
du risque contemporain ? 535
- § 2. Épistémologie hybride et analyse du risque 539
- § 3. Démocratie et gestion des risques 545

Conclusion 551

**Lobbying et représentation des intérêts
dans la gestion de la crise du Covid-19 555**

Zoé Vrolix

Introduction 555

**Section 1. Contours de la notion de lobbying
et son intégration dans le domaine juridique..... 557**

- § 1. Lobbying : notion à la sémantique variée..... 557
- § 2. Lobbying dans l’histoire et à l’époque contemporaine ... 559

Section 2. Réglementation du lobbying en Belgique 563

- § 1. Encadrement du lobbying
auprès du parlement fédéral..... 563
- § 2. Encadrement du lobbying
auprès du gouvernement fédéral 568
- § 3. Quelles potentielles évolutions en faveur
d’une réglementation plus contraignante ? 572

**Section 3. Émergence de catégories
de lobbying propres à la crise du Covid-19 574**

Conclusion 577

**Continuité des services essentiels
en temps de pandémie..... 579**

Pierre-Olivier de Broux

Antoine Mayence

Section 1. Notion de services essentiels 580

- § 1. Arrêtés ministériels portant des mesures d’urgence
pour limiter la propagation du coronavirus Covid-19..... 580

TABLE DES MATIÈRES

§ 2. Autres textes normatifs adoptés dans le cadre de la crise sanitaire.....	582
Section 2. Mesures de continuité.....	586
§ 1. Dérogation aux obligations sanitaires.....	586
§ 2. Mesures de soutien aux services essentiels	587
A. Flexibilisation de l'exercice de certaines professions sanitaires	588
B. Flexibilisation du marché du travail	588
C. Mesures de soutien financier.....	589
§ 3. Mesures de police destinées à assurer la continuité des services essentiels	590
A. Réquisition de personnel ou de matériel	590
B. Restrictions à l'exportation ou à la vente et constitution de stocks stratégiques	594
Section 3. Légalité des mesures de continuité adoptées.....	595
§ 1. Étendue de l'obligation d'agir des autorités belges	595
§ 2. Quelques contraintes transversales de l'action publique pour assurer la continuité des services essentiels	601
A. Application du principe de légalité aux mesures de continuité ..	602
B. Exigences d'égalité et de non-discrimination	603
C. Proportionnalité de l'atteinte aux droits fondamentaux	605
Conclusion	607
 Octroi d'aides et de subsides aux victimes économiques de la crise sanitaire et impact de la crise sanitaire sur les subventions octroyées	 609
David De Roy	
Section 1. Recours au subventionnement	610
§ 1. Diversité des enjeux et finalités.....	611
§ 2. Diversité des formes d'aides	613
§ 3. Un cas particulier : la « subvention-indemnisation »	616

TABLE DES MATIÈRES

Section 2. Institutionnalisation du subventionnement de crise	618
§ 1. Institutionnalisation et répartition des compétences au sein de l'État fédéral	618
§ 2. Fondement légal du dispositif d'aides.....	620
A. Lois, décrets et ordonnances attribuant des pouvoirs spéciaux	621
B. Lois, décrets ou ordonnances « ordinaires » d'habilitation	622
C. Législations « ordinaires » applicables aux situations de crise.....	624
§ 3. Affectation de la subvention – conditions d'octroi – conditions d'utilisation	625
A. Conditions d'octroi de la subvention	626
B. Objet de l'affectation de la subvention.....	627
C. Conditions d'utilisation de la subvention.....	628
§ 4. Configuration des procédures aux enjeux du subventionnement.....	629
Section 3. Aménagement du subventionnement « ordinaire ».....	632
§ 1. Nécessité d'une solution appropriée aux caractéristiques générales de la subvention	633
§ 2. Aperçu de quelques mesures d'aménagement.....	635
A. Fiction de réalisation d'un projet compromis	636
B. Révision des seuils d'activité.....	637
Que retenir... provisoirement ?	637

Impact de la pandémie de Covid-19 sur le droit des marchés publics

Caroline Delforge

Kevin Polet

David Renders

Kris Wauters

Section 1. Impact de la pandémie sur l'attribution des marchés publics	641
§ 1. Marchés publics liés à la gestion de la crise sanitaire	641
§ 2. Marchés publics non liés à la gestion de la crise sanitaire	648

Section 2. Impact de la pandémie sur l'exécution des marchés publics.....	652
§ 1. Rétablissement de l'équilibre contractuel bouleversé par la crise sanitaire à l'initiative de l'adjudicateur.....	655
§ 2. Rétablissement de l'équilibre contractuel bouleversé par la crise sanitaire à l'initiative de l'adjudicataire.....	658
Impact du Covid-19 sur les procédures administratives en droits wallon et bruxellois de l'urbanisme	667
Sophie Charlier	
Michel Pâques	
Florence Natalis	
Introduction	667
Section 1. Mesures adoptées au titre des pouvoirs spéciaux en urbanisme	668
§ 1. Compétence	669
A. Attribution temporaire de compétence	670
B. Suspension des délais	673
1. Région wallonne	673
2. Région de Bruxelles-Capitale	676
a. Arrêté de pouvoirs spéciaux n° 2020/001 et arrêtés subséquents	676
b. Arrêtés spécifiques en droit de l'urbanisme	679
§ 2. Formes	683
A. Formalités procédurales	684
1. Dérèglement organisationnel.....	684
2. Alternative numérique.....	687
B. Formalités instrumentaires.....	689
§ 3. Motifs.....	690
Section 2. Conformité des mesures prises aux dispositions et principes de rang supérieur pertinents	691
§ 1. Conformité des mesures prises aux décret et ordonnance de pouvoirs spéciaux.....	691

TABLE DES MATIÈRES

§ 2. Conformité des mesures prises aux sources supralégislatives	698
A. Règles répartitrices de compétences	698
B. Obligation de <i>standstill</i>	701
C. Principe d'égalité et de non-discrimination	706
Conclusion	708
Covid-19, droit budgétaire et droit des finances publiques	709
Benoît Bayenet	
Marc Bourgeois	
Amélie Lachapelle	
Section 1. Crise du Covid-19 et finances publiques belges	711
§ 1. Détérioration des finances publiques de la Belgique durant la pandémie	711
§ 2. Dispositifs du droit budgétaire belge mobilisés dans le cadre de la crise.....	714
A. Contexte politique dans lequel la crise s'est déclenchée et a été initialement gérée en Belgique	714
B. Une gestion partielle de la crise en situation de crédits provisoires au niveau fédéral.....	717
C. Affaiblissement du principe d'annualité	719
D. Un recours différencié aux dispositifs d'urgence prévus par la législation budgétaire et comptable	721
E. Recours principal au concept de « provision interdépartementale »	724
F. Incidence de la crise sanitaire sur les recettes et dépenses de la sécurité sociale.....	727
§ 3. Stabilisateurs automatiques et mesures discrétionnaires.....	730
Section 2. Crise du Covid-19, finances publiques et droit de l'Union européenne	731
§ 1. Activation de la clause dérogatoire prévue par le droit européen de la gouvernance budgétaire	732
§ 2. Réponses des institutions européennes à la crise sanitaire en termes de budget et de finances	736

TABLE DES MATIÈRES

§ 3. Dispositif « SURE ».....	738
§ 4. Assouplissement du contrôle européen des aides d'État.....	739
Conclusion	746

Troisième partie Droits fondamentaux

Devoir et pouvoir de protéger la vie en temps de pandémie : essai d'analyse transversale au regard des droits fondamentaux.....	751
---	-----

Frédéric Bouhon

Mathilde Franssen

Section 1. Devoir de protéger la vie : une obligation positive limitée	753
§ 1. Droits à la vie et à la santé : généralités.....	754
§ 2. Implications concrètes des droits à la vie et à la santé face à la pandémie	758
A. Enseignements de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	759
B. Par-delà la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	767

Section 2. Pouvoir de protéger la vie : une prérogative encadrée.....	769
§ 1. Légitimité.....	770
§ 2. Légalité.....	771
§ 3. Proportionnalité.....	777

Traçage, fichage, profilage : la vie privée touchée par le Covid.....	785
--	-----

Élise Degrave

Introduction	785
--------------------	-----

TABLE DES MATIÈRES

Section 1. Des balises juridiques et techniques : les principes de légalité et de <i>privacy by design</i>.....	787
§ 1. Principe de légalité.....	787
§ 2. Principe de <i>privacy by design</i>	792
Section 2. Démantèlement des principes fondateurs.....	793
§ 1. Absence de débat démocratique.....	793
§ 2. De nombreuses données centralisées.....	796
Section 3. Un législateur masqué : le Comité de sécurité de l'information	798
Conclusion	804
Droits des femmes, confinement et lutte contre le coronavirus	807
Stéphanie Wattier	
Introduction	807
Section 1. Confinement et accroissement des violences domestiques.....	808
§ 1. Droit belge applicable en matière de violences domestiques	808
§ 2. Données de terrain durant le confinement.....	809
§ 3. Nécessité d'une action transversale pour lutter contre les violences à l'égard des femmes.....	810
§ 4. Caractère sexo-spécifique des violences domestiques.....	811
Section 2. Confinement comme révélateur des métiers « à risque » davantage exercés par les femmes	813
§ 1. Données de terrain concernant les métiers « de première ligne ».....	814
§ 2. Motifs de la surreprésentation des femmes dans les métiers « de première ligne ».....	815
§ 3. Pistes pour tenter de réduire les inégalités entre femmes et hommes dans les métiers « de première ligne ».....	815

TABLE DES MATIÈRES

Section 3. Confinement comme révélateur de la fracture numérique touchant davantage les femmes	816
§ 1. Données de terrain concernant la fracture numérique	817
§ 2. Faible représentation des femmes dans les métiers du numérique	818
§ 3. Droit d'accès des femmes au numérique.....	819
Section 4. Impact du confinement sur les droits reproductifs	821
§ 1. Impact du confinement sur l'interruption volontaire de grossesse et la contraception.....	821
§ 2. Impact du confinement sur la procréation médicalement assistée.....	824
Conclusion	826

Quelles réponses publiques aux vulnérabilités en temps de Covid ?

Isabelle Hachez

Mathilde Hardt

Laurie Losseau

Olivia Nederlandt

Sylvie Saroléa

Louis Triaille

Introduction	829
Section 1. Regards rétrospectifs	833
§ 1. Personnes vulnérables	834
§ 2. Lieux de vulnérabilité.....	835
A. En institution	835
B. Hors institution et alentour.....	839
C. Vers l'institution hospitalière	843
§ 3. Sources du droit	845
§ 4. Proportionnalité.....	849

TABLE DES MATIÈRES

Section 2. Esquisse de perspectives au départ et au-delà de la crise	854
§ 1. Sensibiliser aux différences	855
§ 2. Penser un « droit de crise »	855
§ 3. Envisager d'autres réformes	857
Conclusion	859
Liberté d'entreprise, droits des travailleurs et confinement	861
Xavier Miny	
Fabienne Kéfer	
France Dachouffe	
Introduction	861
Section 1. Confinement et liberté d'entreprise	863
§ 1. Restrictions à l'exercice des activités économiques : chronique d'une liberté précaire	868
§ 2. Conseil d'État en première ligne : consécration d'une interdiction de principe	874
§ 3. Concurrence : équilibre délicat en temps de crise	879
Section 2. Confinement et droits des travailleurs	882
§ 1. Travail à la maison : le mal nommé « télétravail à domicile obligatoire »	885
§ 2. Mesures destinées à permettre la poursuite de l'activité dans l'entreprise	890
A. Mesures de protection accrue	891
B. Assouplissements du droit du travail pour éviter la pénurie de main-d'œuvre	896
Conclusion	900

**La sécurité sociale, arme de soutien massif
en période de pandémie :
analyse des mesures phares adoptées
pendant la crise** 903

Quentin Detienne

Section 1. Soutien aux revenus des travailleurs temporairement inoccupés	905
§ 1. Chômage temporaire.....	906
A. Présentation générale.....	906
B. Aménagements de crise	908
1. Adoption d'un régime résiduaire de chômage économique pour les employés (mars 2020)	909
2. Instructions administratives de l'ONEm ouvrant grand les portes du chômage temporaire pour force majeure (mars 2020)	909
3. Assouplissement du chômage temporaire économique et pour force majeure par arrêté royal, première période (février à août 2020)	910
4. Réactivation des mesures de la première période suite au reconfinement de l'automne (octobre 2020 à juin 2021)	912
5. Autres mesures ponctuelles	913
§ 2. Droit passerelle.....	915
A. Présentation générale.....	915
B. Aménagements de crise	916
1. Mars et avril 2020 : création d'un « droit passerelle de crise ».....	917
2. Juin 2020 : création d'un revenu de base au profit de certains indépendants, le « droit passerelle de soutien à la reprise ».....	922
3. Novembre 2020 : doublement du droit passerelle pour les indépendants victimes du second confinement.....	923
4. Décembre 2020 : réorganisation des versions « corona » du droit passerelle.....	924
C. Une mesure pérenne : la proratisation de la prestation mensuelle.....	926
§ 3. Défauts et limites des revenus de remplacement de crise.....	927

TABLE DES MATIÈRES

§ 4. Alignement des indemnités d'incapacité de travail sur les allocations de chômage temporaire et du droit passerelle	930
Section 2. Protection des bénéficiaires actuels d'une prestation sociale : aménagements de crise du chômage complet, du « statut d'artiste » et de l'aide sociale	933
Conclusion	937
Droits fondamentaux de l'enfant en temps de Covid-19 : une insuffisante prise en compte de sa (ses) vulnérabilité(s)	941
Géraldine Mathieu	
Anne-Catherine Rasson	
Introduction	941
Section 1. Gestion de la crise par le Gouvernement fédéral : une occasion manquée de respecter et de réaliser les droits de l'enfant	946
§ 1. Insuffisante prise en considération de l'intérêt supérieur des enfants	946
A. Rappel des principes.....	946
B. Gestion de la crise sanitaire.....	947
§ 2. Droit à la participation : la voix manquante des enfants.....	948
A. Rappel des principes.....	948
B. Gestion de la crise sanitaire.....	949
§ 3. Droit à l'information : un langage non adapté aux enfants.....	951
A. Rappel des principes.....	951
B. Gestion de la crise sanitaire.....	952
Section 2. Impact de la crise sur les droits de l'enfant.....	954
§ 1. Impact général de la crise sur les droits de l'enfant.....	955
A. Droit à l'éducation	955
B. Droit aux loisirs.....	959
C. Droit de jouir du meilleur état de santé possible	961

TABLE DES MATIÈRES

D. Droit à la protection contre toute forme de violence, particulièrement au sein de la famille.....	964
§ 2. Impact spécifique de la crise sur les droits des enfants en situation de vulnérabilité.....	967
A. Jeunes enfants	968
B. Enfants en situation de pauvreté.....	969
C. Enfants porteurs d'un handicap	972
D. Enfants en conflit avec la loi.....	974
E. Enfants migrants et réfugiés.....	976
Section 3. Conclusion et recommandations.....	980
Conclusions générales	985
Trois principes fondamentaux de droit constitutionnel, reconsidérés à la suite de la crise du Covid-19	985
Jan Velaers	
Section 1. Principe de l'exclusivité des compétences et absence d'une hiérarchie des normes dans notre système fédéral.....	986
Section 2. Principe de légalité et le rôle que le Parlement doit jouer dans la gestion de la crise : un certain pragmatisme s'impose ?.....	992
Section 3. Principe de la proportionnalité des restrictions aux droits et libertés fondamentaux.....	996
Conclusion : faut-il réviser l'article 187 de la Constitution ?.....	1001
Annexe	1005